

Table ronde sur « Militer est-ce travailler? »

Animée par **Christine Castejon**

23 avril 2007

avec

Roland Ceccotti-Ricci, co-secrétaire national du SNPES-PJJ/FSU, principal syndicat de la protection judiciaire de la jeunesse

Michel Angot, secrétaire général du Snuclias-FSU, Syndicat national unitaire des collectivités locales, de l'Intérieur et des Affaires sociales

Claudie Martens, cosecrétaire générale du SNES, professeur d'anglais

Sophie Zafari, SNUIPP, responsable du secteur Droits et libertés

Gisèle Jean, ancienne cosecrétaire générale du SNES, SNESUP, responsable du secteur Formation des maîtres

Il nous faut une porte d'entrée dans le « travail militant ». Si j'étais dans mon cadre professionnel d'analyste du travail, j'aurais sans doute accompagné l'un d'entre vous dans son activité pour provoquer le débat autour de ce premier matériau. Là nous allons construire ensemble notre matériau. Je vous propose comme première question : Dans votre activité militante, que trouvez-vous difficile? Sur quoi butez-vous ?

SZ: La chose la plus difficile c'est le temps. Comment on décide du temps qu'on consacre à son activité militante. C'est sans doute particulièrement vrai, particulièrement difficile, pour les femmes. C'est toujours sur son temps de vie qu'on prend, c'est aussi la vie de ceux qui vivent avec nous, des enfants, qu'on sacrifie.

On est tout le temps, en permanence dans les choix. Ces choix ne sont pas que, pas toujours négatifs. Mais ils sont toujours difficiles, compliqués, chargés de culpabilité.

La difficulté, c'est qu'il n'y a pas de barrière institutionnelle, pas de code du travail qui fixerait les bornes de l'activité militante. On pense toujours qu'on doit en faire plus. Comme c'est aussi notre vie de personne, il y a une confusion entre l'activité militante et la vie personnelle, qui rend difficile d'y voir clair.

CC: Comment faites-vous, concrètement, pour mettre des limites ?

SZ: J'ai toujours tranché dans le même sens. J'ai toujours cédé en faveur de l'activité militante. Lors d'une rencontre au ministère dans le cadre de la lutte contre la loi Jospin, je n'ai pas été à l'heure pour chercher mes enfants à la crèche. Je le savais, mais je ne pouvais pas quitter la réunion, c'était trop important. Je suis toujours persuadée que je l'ai payé par toute les bêtises que mes enfants ont faites!

Le seul souvenir que j'ai d'avoir tranché dans l'autre sens, c'est lors du G8 de Gênes: mon fils venait de rater son bac pour la deuxième fois, et je suis restée avec lui. Il n'y avait plus rien à faire, mais je voulais rester pour qu'il ne soit pas seul.

Mais c'est la seule fois je crois. Quand on vous donne des responsabilités, il faut aller jusqu'au bout.

CM : De mon côté, cela s'est passé différemment. Je suis entrée très progressivement dans la prise de responsabilité syndicale, en mettant des limites au fur et à mesure de mes engagements. J'ai surtout du mal par rapport à mon autre travail : ma limite absolue, c'est quand je sens que je suis en difficulté dans la préparation de mes cours, quand ma disponibilité, en temps mais aussi psychologique, ma capacité d'écoute et d'attention aux élèves, sont atteintes.

MA: De mon côté, j'ai payé ma liberté de parole par des effets sur le déroulement de ma carrière. Je suis allé trop loin lors d'une réunion, et j'ai été muté dans un placard. Deux ans et demi. Je sais que pendant cette période, ma famille a beaucoup souffert de mon humeur épouvantable.

Au syndicat, on essaie quand c'est possible de redonner une chance aux gens cassés par la hiérarchie.

CC : si je comprends bien c'est ce que vous avez à faire dans « l'autre travail » qui fixe les bornes du travail militant ?

CM: Ce qui est compliqué aussi, c'est le rapport avec l'autre travail. Au lycée, je suis à la fois responsable syndicale nationale, et quand même une collègue comme les autres, parmi les autres.

GJ: Sur le lieu de « l'autre » travail, on apparaît comme celle qui est en capacité de régler les problèmes, de trouver la solution. Tout le monde vient te voir pour te demander de régler les problèmes de tout le monde!

Cela demande une vraie capacité à écouter les autres, à être disponible en permanence pour ce qu'ils ont à te dire.

CM: Ce qui est difficile, c'est de se censurer. Dans une réunion de la section locale du Snes, je ne vais pas « la ramener » en étalant mes connaissances des dossiers. En même temps, c'est vrai que je comprends mieux les enjeux des problèmes.

La compétence que donne le travail militant n'est ni mesuré ni reconnu.

MA: La difficulté, c'est l'ambivalence. D'où je parle et qui je suis? Pour les collègues comme pour l'employeur, on a souvent envie d'intervenir sur les deux tableaux. Face à à leurs attentes, à leurs demandes de plus en plus pressantes, c'est difficile de se limiter à un seul terrain de compétences.

CM : Par rapport à nos collègues, sur les lieux de l'autre travail, j'ai été confronté à trois situations différentes : soit les collègues me considèrent comme une personne-réponse, qui doit avoir immédiatement la réponse à toutes les questions ; soit ils me considèrent comme un punching ball, qui leur permet de décharger leur colère contre les positions du syndicat, ou plus généralement de me considérer comme responsable de tout ce qui ne va pas dans le métier ; ou enfin, on nie mon autre activité, et moi je me censure. Je ne me sers pas dans la réunion des connaissances que j'ai, et moi seule, en raison des rencontres auxquelles j'ai participé.

On est souvent dans cette situation un peu schizophrène, où on laisse parler le responsable local de la section, car c'est lui qui se coltine les difficultés au quotidien, et on ne veut surtout pas donner l'impression de la ramener. Cela oblige à se censurer, à faire passer sous silence une partie de nous mêmes. C'est inconfortable, mais nécessaire. Je suis responsable nationale du Snes, pas responsable locale.

RC: Par rapport à la difficulté de mettre des limites, la question du temps et celle du rapport à l'autre travail se rejoignent. Comment on met en place les limites? Quand on est militant, on l'est aussi dans l'autre travail...

Le problème se pose aussi en fonction des décharges. Comment vivre les rapports entre le travail syndical et l'autre? Comment ne pas négliger l'autre travail, ne pas donner aux gens

avec qui on travaille l'impression qu'ils passent en deuxième? Si on est déchargé complètement, on risque de perdre ce rapport difficile mais nourricier.

MA: Dans mon syndicat, on est très attaché à ne pas être entièrement détaché! Cela nous semble important pour rester en prise avec les collègues et les usagers.

SZ: Dans le Snuipp, le détachement complet est apparu comme la seule solution vivable. On ne peut pas s'occuper d'une classe de petite section de maternelle, les laisser pour aller au FSM à Porto Alegre et revenir deux jours après. Ce n'est pas possible pratiquement, mais pas non plus mentalement: comment je vais parler à mes collègues, qui sont restés à se coltiner les problèmes de parents, de matériels, de rhumes...

Je suis détachée à temps complet depuis bientôt 10 ans, après 20 ans de travail en maternelle. Je suis passée d'un univers de femmes et d'enfants à un univers d'hommes, où les rapports sont beaucoup plus âpres, où on est remis en cause en permanence. Mes dimanches soirs sont moins stressants, mais en revanche, le stress de la charge que j'assume est permanent. Comme le travail militant est aussi personnel, toute remise en cause est vécue comme une atteinte de soi-même.

Avant d'être déchargée totalement, cette contradiction me rendait folle. Pour les collègues, je n'étais jamais là quand il y avait un problème, je n'avais pas la même vie qu'elles, je n'étais plus au même niveau de perception des difficultés.

Le décalage est permanent et véritablement invivable.

MA : La gestion par la FSU des temps syndicaux est atypique. A la CFDT, on embauchait des salariés, qui étaient les représentants permanents de la fédération. Je trouve la position de la FSU beaucoup plus saine.

MA : Quand on quitté la CFDT en 2003, on a aussi quitté la Maison des syndicats, et on a réinvesti les locaux de réunions sur notre lieu de travail. Du coup, nous sommes beaucoup plus sollicités qu'avant. La proximité immédiate permet aux collègues de passer nous consulter très facilement. Cela permet une meilleure utilisation de nos compétences, on joue mieux notre rôle.

RC : Le travail syndical n'est en général pas vu comme du travail par nos collègues, il est invisible. Qu'est-ce que tu fais au syndicat ? des réunions ? C'est pas vraiment du travail...

CM : J'ai le même problème en début d'année scolaire : j'ai peu d'heures de cours dans mon établissement. Les collègues qui voient mon emploi du temps ont l'impression que je me la coule douce... Je m'empresse de remplir les vides en écrivant partout où je n'ai pas cours que je suis au Snes à Paris.

CC : il y a déjà plusieurs pistes à suivre dans le début de vos échanges. Restons un peu sur la première question soulevée, celle du temps.

GJ : Je voudrais dire un mot par rapport au militantisme associatif. De mon côté, j'ai finalement trouvé que les responsabilités syndicales étaient relativement confortables, car bénéficiant à la fois d'aides matérielles (décharges, remboursements..) et d'une reconnaissance sociale. Dans l'engagement associatif que j'ai eu par ailleurs, nous donnions sans compter de notre temps, de notre argent. Pas de limites, pas d'horaires, pas de week-ends... Je pense que mes enfants en ont plus souffert que de mes responsabilités au SNES.

SZ : De mon côté, l'engagement a eu lieu quand mes enfants étaient petits. La rupture entre le rythme de la vie d'institutrice, choisie entre autres en raison de l'adéquation avec les rythmes des enfants, a été brutale. Le problème de fond, c'est qu'il n'y a plus de limites. On pense toujours qu'on doit en faire plus, toujours plus.

En revanche, la responsabilité syndicale est riche en reconnaissance sociale. Il faut imaginer ce que c'est qu'une vie d'institutrice de maternelle : de la seconde où les enfants arrivent à celle où ils repartent, on ne peut rien faire, on est totalement lié. C'est un beau métier, mais qui nous brime dans notre maîtrise du temps. Dans le syndicat, l'activité est chronophage, mais en même temps, j'ai le temps de boire un café ou de passer un coup de téléphone. Je rentre très tard chez moi, mais je décide davantage de la façon dont j'utilise mon temps. Je peux utiliser mes idées, mon sens de l'organisation...

GJ : Le problème des limites est encore plus intenable quand on habite en province. A la longue, les trajets en train deviennent insupportables, car on n'a aucune prise sur la durée, les retards, les horaires... C'est quasi inconciliable.

RC : De fait, même si on essaie d'avoir des responsables syndicaux qui viennent aussi de province, on ne peut pas nier que c'est de plus en plus difficile à tenir. On essaie de se répartir les rôles en fonction des possibilités et des proximités géographiques de chacun. Les parisiens vont plus souvent aux réunions qui ont lieu à Paris le samedi après midi... Mais il m'arrive de saturer, de refuser d'y aller pour enfin passer un week-end avec les miens. J'ai même menti, dit que j'avais d'autres engagements, car je n'en pouvais plus d'être tout le temps sur la brèche. Mais le plus souvent, on s'interdit de « sécher ». On se dit que le sujet est trop important, qu'il n'est pas possible que le syndicat ne soit pas représenté....

CM : On réagit tous comme cela, individuellement et de façon collective. C'est une douleur d'accepter qu'il n'y aura personne de chez nous à une réunion.

CC : vous utilisez des termes forts pour parler de ce que vous ressentez dans votre activité. En avez-vous conscience ?

SZ : Il y a vraiment quelque chose de paradoxal dans l'activité syndicale. Elle dévore notre temps mais en même temps elle est valorisante. Le temps très important que l'on consacre à ces responsabilités est pleinement nôtre, on le choisit, on y va librement. Il y a quelque chose de jouissif dans l'exercice des responsabilités, dans le développement de capacités qu'on ne connaissait pas.

En plus, quand on est institutrice, on se vit un peu comme des ouvriers. Comme femme, on conjugue l'aliénation du travail avec celle du foyer : on rentre à la maison s'occuper des enfants dès que l'école est finie. Ce qui est une possibilité est aussi une contrainte : puisqu'on finit en même temps que les enfants, il est évident qu'on va s'en occuper tout de suite.

Dans les responsabilités syndicales, on rejoint plus le statut professionnel des cadres, qui travaillent tard, rentrent tard. Comme femme et comme institutrice, c'est une démarche d'émancipation. Même si elle passe par un modèle professionnel chronophage.

C'est valorisant d'avoir envie de passer beaucoup de temps au travail. C'est aussi pour cela qu'on accepte d'y consacrer toutes ces heures. C'est une souffrance, mais on ne cherche pas tant que ça à y échapper, on y trouve son compte.

MA : Cet aspect de promotion sociale est très important chez nous aussi. Pour un agent de catégorie C, rencontrer des élus, des représentants du ministère, des employeurs, et surtout

être avec eux sur un pied c'est une expérience qui permet de prendre beaucoup de confiance, de changer le regard qu'on a sur soi-même.

CC : vous semblez dire que vous êtes « sous le regard » de quelqu'un. Mais de qui ? Vous cherchez l'estime de qui ? De l'administration, du ministre, des collègues ?

SZ : C'est en travaillant pour le syndicat que j'ai rencontré pour la première fois de ma vie des professeurs d'université. Vous n'avez pas idée de ce que peut être le quotidien d'une instit...J'ai eu un sentiment d'ouverture, d'espace, de liberté, malgré la charge de travail, l'angoisse des responsabilités, la peur de ne pas être à la hauteur....

CM : C'est très différent selon les professions. Dans le secondaire, le contraste est beaucoup plus faible. La mixité existe davantage, et les milieux sociaux concernés ne sont pas les mêmes. Je n'ai pas eu l'impression de changer de monde.

Toutefois, notre statut change, et aussi le regard sur nous. Par rapport au chef d'établissement par exemple. Notre compétence acquise par la responsabilité syndicale change le regard qu'il a sur nous, nous rend plus redoutable mais aussi plus respectable.

Par rapport aux interlocuteurs institutionnels, on fait également des expériences très valorisantes.

Ce décalage est encore plus fort quand on a des responsabilités internationales. Cela peut être grisant. Il faut faire attention à ne pas se laisser tourner la tête.

RC : Le regard des collègues est valorisant. On a acquis un savoir. Les autres viennent nous voir, nous appellent.

MA : En fait, depuis que nous avons rejoint la FSU, mon travail militant est plus serein. A la CFDT, nous étions fréquemment dans des situations très pénibles. La fédération elle-même nous attaquait dans le dos, avec souvent des relais patronaux. Nous en devenions schizophrènes...

A la FSU, nous avons trouvé un accueil formidable et une véritable quiétude d'esprit, très appréciable.

SZ : Depuis dix ans, j'ai une autre vie. J'ai rencontré un tas de personnes connues, remarquables, enthousiasmantes...Je pourrais me reconverter dans des responsabilités dans des ONG internationales, mais je ne peux pas. Profondément, je suis restée institutrice. Je ne peux pas imaginer quitter l'Education nationale, rompre avec cette lignée qui m'a faite.

GJ : Pour moi, la principale contrainte, ce sont les réunions à rallonge. On dépense du temps et de l'énergie en quantité pour produire un texte dont on sait au fond de soi qu'il est inutile. J'ai l'impression que la multiplication des réunions et des communiqués marque une forme de militantisme épuisant, dévoreur de temps et d'énergie, mais stérile et déprimant dans la mesure où la marge de manœuvre des rédacteurs est très faible. Je trouve pour ma part le travail de prof beaucoup plus valorisant.

SZ : J'ai parfois l'impression que ma vie n'est qu'une longue réunion, avec parfois de courtes interruptions. Je me vois aussi comme une machine à pondre des communiqués de presse... Mais en même temps, malgré ce vécu difficile, malgré les remises en cause, les attaques, la fatigue, si on s'inflige cela, c'est que ça doit être gratifiant.

GJ : C'est surtout parce qu'on y croit. Pour se battre pour nos idées, en agissant sur le réel, en modifiant le cours des choses. Et en faisant des sacrifices, parce qu'on s'y est engagé.